

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/2/SGP/1

10 octobre 1997

(97-4372)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'APPLICATION ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

### Liste de questions

### SINGAPOUR

Conformément à la décision adoptée par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round le 5 mai 1981 (G/VAL/5), la Mission permanente de Singapour présente les réponses ci-jointes à la liste de questions.

#### 1. Questions relatives à l'article premier:

##### a) Ventes entre personnes liées:

##### i) **Les ventes entre personnes liées sont-elles assujetties à des dispositions spéciales?**

Les dispositions de l'Accord relatives aux ventes entre personnes liées figurent dans les règles 2 2) et 3), et 3 2) et 6) du projet de règlement douanier de 1997 (ci-après dénommé le Règlement).

##### ii) **L'existence de prix de cession entre sociétés est-elle un motif suffisant de considérer que les prix correspondants sont influencés?**

Les prix de cession entre sociétés ne sont pas systématiquement perçus comme ayant été influencés par les liens qui existent entre celles-ci (règle 3 2) et 6) du Règlement).

##### iii) **Quelles sont les dispositions prévues pour communiquer par écrit les motifs en question, si l'importateur le demande? (article 1.2 a))**

Ces dispositions figurent dans la règle 3 3) du Règlement.

##### iv) **Comment l'article 1.2 b) a-t-il été mis en oeuvre?**

Ces dispositions figurent dans les règles 3) 2) et 6) du Règlement.

- b) Prix de marchandises perdues ou endommagées:

**Existe-t-il des dispositions ou des arrangements pratiques spéciaux en ce qui concerne l'évaluation des marchandises perdues ou endommagées?**

Au-delà de l'évaluation elle-même, cette question relève des règles de procédure douanière. Celles-ci sont prescrites dans l'article 16 de notre Loi douanière. S'il s'avère que les marchandises ont été perdues avant l'importation, il peut y avoir exonération des droits d'importation. Il peut également y avoir exonération des droits si les marchandises sont perdues à la suite d'un accident inévitable alors qu'elles se trouvent sous contrôle douanier. Cependant, les droits restent exigibles en l'absence d'explication satisfaisante sur le sort des marchandises. En pareil cas, l'évaluation se fera conformément au Règlement.

Les marchandises endommagées peuvent être réexportées, abandonnées ou détruites sous surveillance douanière sans que le paiement des droits soit exigé. Si l'importateur décide d'acquitter les droits, l'évaluation se fera conformément au Règlement.

2. **Comment la disposition de l'article 4 qui donne à l'importateur la faculté d'inverser l'ordre d'application des articles 5 et 6 a-t-elle été mise en oeuvre?**

Cette disposition figure dans la règle 3 5) du Règlement.

3. **Comment l'article 5.2 a-t-il été mis en oeuvre?**

Cette disposition figure dans la règle 7 du Règlement.

4. **Comment l'article 6.2 a-t-il été mis en oeuvre?**

La législation douanière de Singapour est entièrement conforme aux prescriptions de l'article 6.2.

5. Questions relatives à l'article 7:

- a) **Quelles dispositions ont-été prises pour déterminer la valeur en douane conformément à l'article 7?**

Ces dispositions figurent à la règle 9 du Règlement.

- b) **Quelles sont les dispositions prévues pour informer l'importateur de la valeur en douane déterminée par l'application de l'article 7?**

Les dispositions de l'article 7.3, figurent dans la règle 11 1) du Règlement.

- c) **Les interdictions énoncées à l'article 7.2 sont-elles définies?**

Ces interdictions sont définies et figurent dans la règle 9 2) du Règlement.

**6. Qu'en est-il des options offertes par l'article 8.2? En cas d'application du système f.a.b., les prix sortie usine sont-ils aussi acceptés?**

L'article 8.2 a été adopté dans sa totalité étant donné que Singapour se base sur le système c.a.f. pour procéder aux évaluations en douane. Les règles 3 2) f), 6 b) i) et 7 b) i) comportent des dispositions qui adoptent expressément les options contenues dans l'article 8.2.

**7. Où le taux de change est-il publié, en conformité des prescriptions de l'article 9.1?**

Les négociants seront informés du taux de change fixé par le Directeur général des douanes et des impôts indirects selon les modalités établies dans la règle 12 du Règlement. Les taux sont communiqués aux négociants par le téléchargement de l'information dans leur boîte postale électronique. Les négociants peuvent également s'enquérir des taux en composant le numéro du service automatique d'information téléphonique des douanes.

**8. Quelles mesures ont-été prises pour assurer, en conformité des prescriptions de l'article 10, le caractère confidentiel de certains renseignements?**

Les prescriptions de l'article 10 de l'Accord figurent dans la section 90D de la Loi douanière et dans la règle 11 2) du Règlement qui interdisent de divulguer les informations sans autorisation.

**9. Questions relatives à l'article 11:**

**a) Quels sont les droits d'appel de l'importateur ou de toute autre personne?**

D'après la section 22B de la Loi douanière, toute personne lésée par une décision relative à l'évaluation en douane a le droit d'en appeler au Directeur général des douanes et des impôts indirects et peut également former un appel ultérieur devant le Tribunal de première instance.

**b) Comment l'appelant sera-t-il informé de ses droits à un nouvel appel?**

A Singapour, tous les textes de loi, la Loi douanière y compris, sont publiés au Journal officiel et ils peuvent être facilement achetés auprès de la Singapore National Printers.

**10. Fournir les renseignements sur la publication, en conformité avec les prescriptions de l'article 12:**

**a) i) Des lois nationales applicables en l'espèce**

**ii) Des Règlements concernant l'application de l'Accord**

La législation sur l'application effective de l'Accord sera publiée au Journal officiel et quiconque pourra l'acheter auprès de la Singapore National Printers.

**iii) Des décisions judiciaires et administratives d'application générale relatives à l'Accord**

Les décisions judiciaires importantes sont publiées dans les recueils de jurisprudence de Singapour et mises sur Internet à travers la base de données intégrée LawNet Integrated Research Database. Les décisions administratives

d'application générale sont publiées dans des circulaires que le Service des douanes envoie aux négociants.

- iv) Des lois générales ou particulières dont il est fait mention dans les règles de mise en oeuvre ou d'application de l'Accord

Il n'est fait mention d'aucune autre loi générale ou particulière dans nos règles d'application de l'Accord. Toutes les lois auxquelles il est possible de recourir lorsqu'il s'agit d'interpréter l'Accord se trouvent dans les publications, recueils de jurisprudence et circulaires susmentionnés.

- b) **De nouvelles règles doivent-elles être publiées? Sur quels sujets porteraient-elles?**

Il n'est pas prévu de publier de nouvelles règles.

11. Questions relatives à l'article 13:

- a) **Comment est-il tenu compte, dans la législation nationale, de l'obligation énoncée à l'article 13 (dernière phrase)?**

Les dispositions de l'article 13 figurent à l'article 22B 8) de la Loi douanière.

- b) **Des explications complémentaires ont-elles été données?**

Non.

12. Questions relatives à l'article 16:

- a) **La législation nationale contient-elle une disposition stipulant que l'administration des douanes est tenue d'exposer par écrit comment la valeur en douane a été déterminée?**

Cette disposition figure dans la règle 11 1) du Règlement.

- b) **Existe-t-il d'autres règlements relatifs aux demandes présentées à cet effet?**

Non.

13. **Comment les notes interprétatives de l'Accord ont-elles été incorporées dans la législation?**

Certaines notes interprétatives ont été incorporées dans le Règlement. La règle 2 5) du Règlement dispose qu'il faut s'y référer au moment d'interpréter l'Accord.

14. **Comment ont été appliquées les dispositions de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées?**

La règle 2 5) b) du Règlement précise qu'il faudra se reporter à cette Décision au moment d'interpréter l'Accord.

- 15. Comment ont été appliquées, pour les pays concernés, les dispositions du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données?**

Singapour n'applique pas les dispositions du paragraphe 2 étant donné qu'il n'y a pas de droits d'importation sur les supports informatiques à Singapour.